

Positif niouz

Le bulletin d'information du Projet INTERREG IV Caraïbes -VIH

Volume 1, édition 2



juillet-
septembre 2012

Sommaire:

Edito du chef du projet	1
Semaine de la Santé	1
Formation au CHU PPA	1
Formation au CHU FDF	2
Formation enquêteurs	3
Démarrage enquêtes dans les DFA et St. Martin	4
Portrait DPAC Fronteira	5
Formation à St. Domingue	6

La Semaine de la Santé à la Frontière

Dans le cadre du « *Projet de Coordination du programme trans-frontalier de la lutte contre le VIH-SIDA/MST/hépatites sur le bassin de l'Oyapock (Guyane-Bésil)* » du projet INTERREG IV VIH, l'Agence Régionale de Santé (ARS) en collaboration avec le Centre Hospitalier Andrée Rosemon (de Cayenne) et leurs partenaires institutionnels et associatifs brésiliens ont organisé la première semaine de la santé du 18 au 22 juin à St. Georges et à Oiapoque.

Les professionnels de la santé brésiliens et guyanais ont partagé leur savoir faire à travers des actions de communication et de sensibilisation conjointes. Les associations Développement Accompagnement Animation

Coopération (DAAC), Développement Prévention Accompagnement Coopération (DPAC) Fronteira, la Croix-Rouge et Médecins du Monde ont proposé à la population à la frontière des deux pays des tests de dépistage rapide, soins mobiles et kits de prévention.

D'autres activités phares de la semaine ont eu lieu: une marche de solidarité à

Oiapoque et des pirogues de prévention avec à bord des équipes médicosociales qui ont proposé des tests de dépistage aux populations isolées des villages Trois Palétuviers, Uaha et Kumaná.

Une forte délégation brésilienne a participé à la cérémonie d'ouverture tenue à Oiapoque au restaurant Chácara du Rona.

EDITO



Bonjour,

Cette édition de Positif Niouz met l'accent sur la formation et la

mise en réseau de partenaires caribéens. Dans le cadre du projet INTERREG IV Caraïbes-VIH, il est prévu des échanges entre professionnels de la santé, entre associations impliquées dans la lutte contre le VIH dans les DFA mais aussi échanges avec les institutions sanitaires, collègues et homologues de la Grande Caraïbe et leur mise en réseau.

La multiplication des échanges entre différentes organisations, différents pays, entre personnes de responsabilités diverses fait la richesse de ce projet et nous en sommes fiers. Bien au-delà des objectifs fixés de réduire l'impact du VIH dans les DFA et la Caraïbe, nous sommes en train de tisser des relations humaines fortes qui changeront le quotidien des PVVIH, des soignants ou des acteurs de prévention.

Dr. M.T. Goerger-Sow
Chef du Projet
Interreg IV Caraïbes – VIH



Le CHU-Pointe-à-Pitre/Abymes accueille des professionnels de santé d'Haïti

Dans le cadre du projet de « *Formation d'équipes de professionnels de santé en Haïti à la prise en charge médico sociale de groupes vulnérables et amélioration de la prise en charge globale par la mutualisation de pratiques* » du projet INTERREG IV Caraïbes-VIH, le CHU de PPA a accueilli un groupe de professionnels de la santé d'Haïti pour une formation à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et au suivi de traitements.

Du 4 au 14 juin, quatre personnes : deux infirmières provenant de centres de santé de premier échelon de l'ONG REISPE à Port au Prince et deux représentants du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ont suivi une formation au sein du CHU PPA. C'est le 4^{ème} et dernier groupe reçu. La présence des représentants du MSPP permettra de pérenniser le projet en Haïti et d'en assurer le suivi.

... (suite) Le CHU PPA accueille des professionnels de santé

Les objectifs de cette formation étaient de faire connaître les éléments de suivi des PVVIH, les éléments de suivi des femmes enceintes séropositives et de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant mais aussi les éléments de suivi des enfants séropositifs. Il s'agissait aussi de faire connaître les pratiques de dépistage des infections sexuellement transmissibles, l'accompagnement des patients atteints des IST et les traitements.

Fernande Compère, infirmière au Centre médico-social de Petit Place Cazeau en Haïti est responsable des consultations prénatales. Elle dit, «J'ai l'habitude de recevoir les femmes enceintes et de faire le dépistage du VIH mais dès qu'elles entendent qu'elles sont séropositives elles ne reviennent plus. Suite à cette formation, je pense pouvoir faire un meilleur suivi des femmes enceintes séropositives. »

En dehors des séances techniques, les professionnels Haïtiens ont participé à des travaux pratiques notamment dans l'élaboration des outils de communication adaptés aux patients Haïtiens.

En collaboration avec l'association guadeloupéenne « Mouvman Lakay », le groupe a élaboré des scripts pour des scénettes de théâtre sur différentes thématiques autour du VIH/SIDA. « Mouvman Lakay » utilise le théâtre de rue comme moyen de prévention du VIH dans la population.

Le programme de formation a été fait en partenariat avec l'association Haïtienne REISPE, ONG local qui regroupe tous les centres de santé de premier échelon en Haïti formés en Guadeloupe.



Margaret SANON, Directrice Adjointe à la Direction de la Formation- Ministère de la Santé Publique et de la Population d'Haïti

“Ce que je retiens c'est l'idée de créer un système de réseautage”

Margaret Sanon, Directrice Adjointe à la Direction de la Formation- Ministère de la Santé Publique et de la Population d'Haïti, venue évaluer la formation dispensée par le CHU de PPA, explique «Ce que je retiens de cette formation c'est l'idée de créer une mise en réseau avec tous les groupes de professionnels de la santé qui sont venus en formation auparavant dans le cadre du projet INTERREG-VIH. De cette façon nous pourrions être plus efficaces sur le terrain en Haïti.»

«On pourrait faire un suivi de ces personnes pour savoir qu'est ce qu'ils ont pu mettre en place concrètement depuis la formation et quelles difficultés restent à résoudre s'ils n'ont pas pu appliquer l'enseignement dispensé ici à la pratique en Haïti.» souligne-t-elle.

Au total 18 sont venues se former en Guadeloupe. L'étape finale du projet sera une évaluation sur place en fin 2012.



Formation multidisciplinaire au CHU de Fort-de-France

Dans le cadre du projet : « Organiser et mettre en œuvre un transfert de compétences dans le domaine du management d PVVIH vers les professionnels de santé en Dominique » le Centre Hospitalier Universitaire de Fort-de-France a organisé une deuxième formation à destination de professionnels de la santé travaillant dans la prise en charge des patients VIH en Dominique.

Le premier a été formé du 12 au 23 mars et le second 16 au 27 avril 2012. Lors de la seconde formation, cinq Dominicains dont un pharmacien, un médecin, un technicien de laboratoire, une infirmière et un assistant sociale ont participé à la forma-

tion dispensée par le personnel du CHU de Fort-de-France dans le cadre du projet de coopération avec la Dominique financé par le Programme Interreg IV Caraïbes.

Le projet a pour objectif d'accompagner le Ministère de la Santé de la Dominique dans la mise en œuvre de son programme de réorganisation des soins dispensés aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH): une priorité de leur plan stratégique 2007-2012.

La formation a traité de thématiques allant de la prise en charge générale des personnes infectées par le VIH en passant par celle des femmes enceintes séropositives, de la trans-

-mission de la mère à l'enfant et de la prise en charge des enfants séropositifs. Les stratégies générales de traitement du VIH, les rétrovirus, les résistances aux traitements antirétroviraux et les techniques de laboratoire de dépistage et de suivi des personnes infectées ont été abordés.

A ce titre il faut rappeler que le laboratoire de Virologie Immunologie du CHU de Fort-de-France est homologué par l'Organisation Mondiale de Santé (OMS) comme laboratoire de référence pour le suivi des résistances aux antirétroviraux dans la Caraïbe.

(...la suite à la page 3)

14 enquêteurs formés en Guadeloupe

La formation des enquêteurs du Projet INTERREG IV Caraïbes-VIH dans le cadre du projet « Enquêtes CAP » a eu lieu, pour la Guadeloupe, le 19 avril 2012 au Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre/ Abymes.

Quatorze personnes issues du milieu associatif et fortement impliquées dans la lutte contre le VIH/ SIDA ont suivi une formation afin de réaliser les enquêtes quantitatives et qualitatives auprès des populations vulnérables présentant plus de facteurs de vulnérabilité vis-à-vis du VIH.

Les enquêteurs ont la responsabilité d'identifier et de questionner en toute confidentialité des personnes qui répondent plus aux facteurs de vulnérabilité vis-à-vis des risques de transmission du VIH.

L'objectif est d'évaluer le niveau de connaissance, les attitudes et les pratiques sexuelles parmi ces populations auxquelles appartiennent ces personnes: les travailleurs du sexe, les migrants, les usagers de crack et les hommes ayant des relations avec les hommes.

Les résultats de ces enquêtes vont permettre de mieux connaître les comportements des groupes vulnérables face aux risques de transmission du VIH et des IST. Les résultats des enquêtes permettront d'adapter les stratégies de prévention et de communication à destination de chaque groupe vulnérable avec les personnes concernées.

Ces enquêtes se déroulent actuellement en Guadeloupe, Guyane, Martinique et St. Martin. Les premiers résultats seront connus en décembre 2012.

Photo de famille suite à la remise des kits aux enquêteurs en Guadeloupe



Pour de plus amples informations veuillez contacter:

Estebania BURGAUD,

**Coordnatrice d'enquêtes TDS/
Migrants,**

Projet INTERREG-VIH

Tél: 0590-21-79-23

Email: e.burgaud@chupap-interregvih.org



Formation multidisciplinaire au CHU de FDF (...la suite)

Le Programme Interreg IV Caraïbes-VIH a permis au CHU de Fort-de-France d'acquérir un séquenceur capillaire, qui lui permettra d'améliorer le suivi des résistances dans la Caraïbe.

Ils ont pu voir aussi la prise en charge extra hospitalière avec l'association Action Sida Martinique et la Croix Rouge.

L'espoir du CHU de Fort-de-France est que cette formation et la mise en place d'unités de soins décentralisés en Dominique permettront non seulement un suivi optimisé des patients séropositifs notamment dans l'observance de leur traitement, mais également de lutter contre la forte stigmatisation dont sont victimes les patients par la diffusion d'une meilleure information au sein des communautés.



Les professionnels de la santé Dominiquais avec leurs collègues Martiniquais à la fin de la formation qui s'est déroulée au sein du CHU de Fort-de-France.

Démarrage des enquêtes dans les DFA et St. Martin

Le Centre d'Investigation Clinique et d'Epidémiologie Clinique Antilles Guyane (CIC-EC), pour les enquêtes quantitatives, et l'association COIN en République Dominicaine, pour les études qualitatives, pilotent actuellement les enquêtes sur la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et Saint-Martin.

Les enquêtes quantitatives sont placées sous la responsabilité scientifique du Dr Mathieu Nacher (médecin délégué du CIC-EC Antilles Guyane, site Guyane) assisté par le Dr Célia Basurko (médecin assistant du CIC-EC Antilles Guyane, site Guyane), de John Waters (médecin coresponsable de l'association COIN de St Domingue) et du Dr Marcus DAY à Ste Lucie pour la partie qualitative et du Dr Goerger-Sow.

La coordination du volet quantitatif est assurée par Marie-Claire Parriault et Astrid Van-Melle (CIC-EC). La coordination sur le terrain est planifiée par Barbara Gontier, Marie-Claire Parriault (Kourou, Cayenne), Perrine Pigeon (communes isolées du fleuve Maroni) et Stéphane Barboza (Saint-Laurent du Maroni) en Guyane, Julie Fosses à Saint-Martin, Stanislas Mommessin et Arlette Suzanne en Martinique, Jérôme Evanno et Estebania Burgaud en Guadeloupe.

Les enquêtes quantitatives sont complétées par des études qualitatives coordonnées et pilotées par Dr J.Waters et Julia Hasbun de l'association COIN de St. Domingue. Ces dernières vont permettre d'établir un « diagnostic communautaire participatif » qui implique dans sa réalisation les personnes ciblées par les enquêtes pour faire remonter leur problème, participer aux choix des priorités des réponses à donner et

Des programmes à mettre en œuvre pour les années à venir.

Ce sera la confrontation des résultats des enquêtes et des études qualitatives qui permettront de valider les résultats du programme enquêtes.

Pourquoi faire ces enquêtes ?

Mener des actions de lutte contre le VIH adaptées au terrain, nécessite des informations quantitatives mais aussi qualitatives qui permettent de décrire la situation actuelle et de construire un cadre dans lequel les actions peuvent se dérouler. Or, à l'heure actuelle cet état des lieux n'existe pas.

De manière plus spécifique, il semble nécessaire de recueillir ces informations afin de mieux appréhender la complexité de l'épidémiologie du VIH dans les DFA et à Saint-Martin, afin de faire des comparaisons avec les autres pays de la Caraïbe en utilisant des indicateurs communs et dans le but d'adapter les campagnes de prévention au contexte, aux besoins locaux validés par les groupes ciblés.

En quoi consistent ces enquêtes ?

L'objectif principal de ces études est de décrire les comportements, les connaissances et les attitudes vis-à-vis du VIH (enquêtes dite CAP), de populations vulnérables dans la Caraïbe (les travailleuses du sexe, les migrants, les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les usagers de cracks). Une enquête auprès des personnes résidant de part et d'autres du fleuve Maroni est également prévue en Guyane.

Il s'agira dans un premier temps de regrouper l'existant dans la région et ensuite de mener les enquêtes en suivant la méthodologie scientifique préétablie (technique d'échantillonnage, critères d'inclusion des personnes enquêtées, entretien individuel par questionnaire et complément à ces enquêtes par des études qualitatives reposant sur un partenariat communautaire : focus groupes, entretien personnalisé, ...).

Où en est le projet ?

Les coordinateurs d'enquêtes et les enquêteurs ont été formés aux méthodologies des enquêtes et à la passation des questionnaires en fin d'année 2011. Les études qualitatives se sont déroulées aux Antilles et à Saint-Laurent-du-Maroni de janvier à avril 2012.

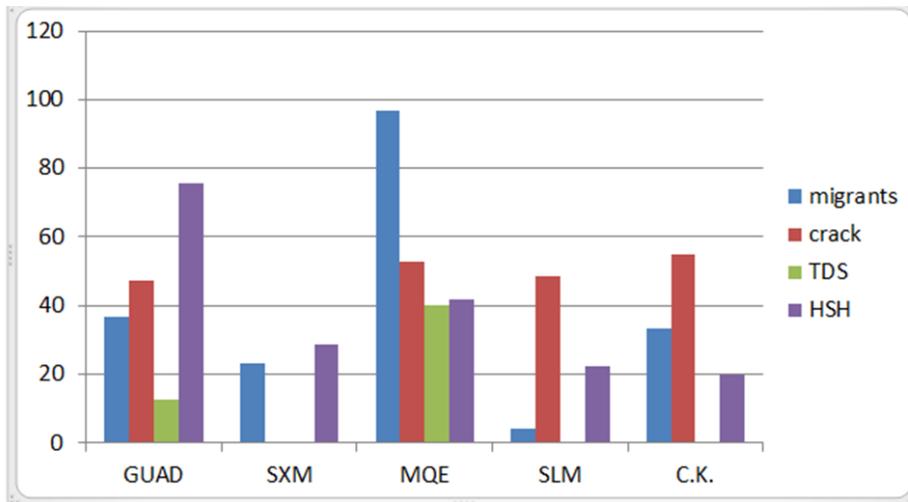
L'enquête sur le Maroni a débuté en janvier 2012. Elle a eu lieu dans les villages, ainsi que les villages environnants, d'Apatou, et de Grand-Santi. L'enquête devrait se poursuivre dans la commune de Papaïchton et de Maripasoula, 60% des enquêtes prévues sont réalisées en juin 2012. L'enquête est bien accueillie par la population: le taux de participation est de 70%.

Les enquêtes auprès des usagers de crack, des migrants et des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) ont également démarré à Cayenne mi-mars et Kourou début avril, les enquêtes pour les 4 groupes de population vulnérable dans les autres DFA et St Martin l'ont été début mai.

Le pourcentage d'enquêtes réalisées au 25 juin 2012, par site par rapport au nombre prévu est décrit dans le tableau à la page 5 :



Démarrage des enquêtes dans les DFA et St. Martin (la suite)



Les partenaires du projet perçoivent l'intérêt de ces enquêtes qui collent aux problématiques rencontrées et sont en attente des rapports finaux.

La phase de recueil des données est prévue sur une période de cinq mois. Le terrain devrait donc se terminer au plus tard au mois de septembre. Le terrain va se poursuivre pour les enquêtes. La saisie des données a commencé au mois de juin 2012 et se poursuivra jusqu'au début du mois d'octobre.

Les premiers résultats des enquêtes devraient être disponibles fin 2012.

Coup de projecteur sur un partenaire Caribéen: DPAC Fronteira

Créé à l'initiative de l'association guyanaise Développement Accompagnement Animation Coopération (D.A.A.C) Guyane en 2009, le nouveau né « DPAC Fronteira » a pour mission de développer des actions similaires de l'autre côté du fleuve Oyapock. Ensemble, DAAC et DPAC élaborent et mettent en oeuvre des opérations de prévention des IST dans la zone frontalière entre la Guyane et le Brésil.

A l'origine, l'association D.A.A.C Guyane a été créée à l'initiative de jeunes et de leurs parents, habitants la BP 134, un quartier spontané et précaire de Rémire-Montjoly.

Les fondateurs Myriam Dufay et José Gomes voulaient proposer des animations aux jeunes afin de les sortir de la rue et des dérives liées à la délinquance. Depuis D.A.A.C propose des permanences d'écoute et anime des actions de prévention autour de la santé afin de réduire l'impact des IST et le VIH parmi cette population jeune et à risque, côté Oïapoque au Brésil.

Ils ont rapidement constaté qu'il était nécessaire de travailler sur le parcours migratoire des personnes pour pouvoir anticiper les problématiques, d'où l'idée de s'implanter à Saint-Georges et de développer des actions transfrontalières avec Oïapoque.

Pour le président de DPAC, Joaquim Marques, « Le SIDA n'a pas de frontières alors il faut travailler ensemble pour lutter contre le VIH. Il y a beaucoup d'échanges entre St. Georges et Oïapoque y compris échange de microbes. Donc on doit être vigilant et aider les populations à se protéger contre les risques. »

En outre des actions de prévention des IST, D.A.A.C et DPAC s'occupent des enfants en difficultés sociales, familiales ou scolaires. Les médiateurs sociaux de D.A.A.C et DPAC interviennent dans l'accompagnement pédagogique des enfants en échec scolaire et qui sont parfois en rupture avec leurs familles. Ils accompagnent aussi les personnes en difficulté sociale en les orientant concernant leurs droits civils, en les aidant à régulariser leurs papiers.



José Gomes et Myriam Dufay,
fondateurs de D.A.A.C. Guyane

Grâce au projet de coopération transfrontalière sous l'égide de INTERREG-VIH ils sont en train de tisser des relations avec l'état fédéral brésilien. DPAC participe aux enquêtes CAP menées par le CIC-EC de Guyane. Des membres de DPAC ont été recrutés comme enquêteurs.



Joaquim Marques, Président de DPAC Fronteira, association pour le Développement, Prévention, Action et Coopération basée à l'Oïapoque, Brésil

Projet INTERREG IV Caraïbes- VIH pour la mise en place d'un observatoire inter-Caribéen du VIH dans les DFA: une plateforme d'information, d'appui et d'actions contre le SIDA dans la Caraïbe.

Programme co-financé par l'Union européenne- Fonds Européens de Développement Régional.



PROGRAMME
INTERREG CARAÏBES



RISQUE
OU
PAS RISQUE...



...JE FAIS MON TEST!

POSITIF NIOUZ REDACTION:

Gennike MAYERS
Chef de mission- Communication
Projet INTERREG IV Caraïbes -VIH
CHU Pointe-à-Pitre, Villa N°1, BP 465
97110 Pointe-à-Pitre cedex
GUADELOUPE

Phone: 0590-590-21-79-23

Fax: 0590-590-48-41-88

E-mail: g.mayers@chupap-interregvih.org

Web: www.chupap-interregvih.org

N'hésitez pas à nous contacter pour avoir de plus amples informations ou pour contribuer au bulletin d'information.

5 associations de Guadeloupe en séminaire à St. Domingue

Les associations Vaincre le Sida Ensemble (VSE), Gwada Uni-vers (GUV), Paroles Autour de la Santé (PAS), la Puce A l'Oreille (PAO) et Initiative Eco (IE) basées en Guadeloupe ont délégué un groupe de 16 personnes pour participer à un séminaire en République Dominicaine dispensé par l'association Centro de Orientación E Investigación Integral (COIN).

La République Dominicaine est connue pour sa forte prévalence au VIH et également pour ses travailleurs du sexe (hommes et femmes) disséminés dans la Caraïbe.

Cette formation a été l'occasion pour 5 associations d'être au contact d'autres pratiques en matière de prévention sur 5 terrains différents. Initiative Eco a pour terrain les problèmes relatifs à la femme, PAO travaille sur la problématique de la jeunesse à partir du théâtre, le terrain de VSE est la lutte contre le VIH/SIDA en général, Gwada Univers s'occupe de l'accompagnement des PVVIH et PAS donne la parole aux usagers de

drogues et autres addictions. Le séminaire a permis de découvrir les pratiques associatives par groupe vulnérable en observant COIN réaliser sa mission sur le terrain du 18 au 23 juin 2012.

COIN est une fédération d'associations de lutte contre le VIH fonctionnant tous en réseau. Le réseau COIN permet de mieux coordonner les actions mises en œuvre et surtout de traiter conjointement des situations multidimensionnelles à partir d'un groupe communautaire ou d'un cas de séropositivité par exemple.

Le groupe s'est intéressé également à l'organisation, aux supports d'activités et aux techniques et méthodes de prévention. Certaines techniques de nos voisins hispanophones, comme l'approche communautaire, retiennent particulièrement l'attention des associations guadeloupéennes. L'un des grands points communs des participants aux projets est le travail avec les groupes vulnérables, avec lesquels l'établissement du contact et du dialogue n'est pas évident.

Des activités de terrain étaient aussi programmées, de jour comme de nuit, et ont permis de rencontrer les populations vulnérables dans leur quotidien et de comprendre l'ampleur de la situation et la diversité des cas. Par exemple la situation des travailleurs du sexe transgenres et mineurs, ne se retrouve pas en Guadeloupe ou du moins pas avec la même ampleur.

Selon Gilles Raguël, Président de VSE, « C'était une grande aventure humaine qui soulève émotions et interrogations, particulièrement au sortir des opérations de terrain qui sont les moments d'immersion totale dans une réalité très touchante. »

Cette première initiative a de fortes chances d'être reconduite, dans le sens inverse.

Rédaction: Céline Couchy-Guicheron, Chargée de communication, Vaincre le SIDA Ensemble (VSE)